

G20 : ils continuent comme avant

vendredi 21 novembre 2008, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2008).

La réunion au sommet du G20 s'est terminée dans l'autosatisfaction des participants. Pourtant, rien de concret n'a été décidé pour enrayer la crise financière et la récession généralisée.

Samedi 15 novembre, Nicolas Sarkozy déclarait que le sommet du G20 avait été un « *sommet historique* », qui « *[apportait] des réponses structurelles à la crise financière et des réponses à la crise économique* ». Le président français a énuméré les quatre principes sur lesquels l'accord s'était fait : « *Relance coordonnée et concertée de l'action économique [...], nouvelle régulation des marchés pour qu'une telle crise ne puisse plus se produire [...], nouvelle gouvernance économique mondiale [...], refus du protectionnisme.* »

En fait, tous les commentateurs ont noté que les participants s'en étaient largement tenus à des déclarations de principe dans l'attente d'une nouvelle réunion, prévue en avril 2009. En matière de soutien à la croissance, les décisions concrètes sont renvoyées au chacun pour soi des différents gouvernements. Voilà pour les décisions historiques.

Terminées les envolées lyriques sur la « *refondation du capitalisme* », avec lesquelles Sarkozy avait présenté la réunion. D'ailleurs, avant l'ouverture du sommet, Bush s'est chargé d'y mettre bon ordre, et il avait circonscrit le cadre des discussions : « *Cette crise n'est pas l'échec de l'économie de libre marché. Et la réponse n'est pas de réinventer ce système* », a-t-il dit. Le capitalisme n'est « *pas parfait* », mais il est « *de loin le moyen le plus efficace et le plus juste de structurer l'économie* ». « *L'intervention gouvernementale n'est pas un remède universel* », a-t-il prévenu. De la même façon, les États-Unis n'ont toujours aucune intention de soumettre leur système financier au moindre contrôle international, y compris du FMI. On aurait tort de croire qu'il s'agit là du chant du cygne d'un président en bout de course. C'est dans ce cadre que s'est situé le sommet, et aucun des participants ne l'a vraiment remis en cause. Tandis que Barack Obama, qui officiera la prochaine fois, restait à Chicago sans se prononcer sur les travaux.

D'ailleurs, si les milliards ont dégouliné de toute part pour sauver les banques, les hésitations restent fortes pour soutenir l'économie et limiter la hausse du chômage et ses conséquences sur les ménages. Non seulement ces dirigeants ne veulent que sauver le capitalisme, mais ils veulent le faire en collant le plus étroitement possible aux exigences immédiates des couches dominantes : pas de hausse des allocations chômage, pas de vrai contrôle des salaires des dirigeants, pas de soutien véritable à l'activité et à l'emploi. Et le moins possible de contrôle de l'État sur la finance. En fait, ils veulent en rester au néolibéralisme. Quitte à ajuster si la crise s'approfondit.

À tel point, que cela commence à inquiéter certains des économistes bourgeois les plus intelligents, qui veulent, eux aussi, sauver le système, mais qui ont pris la mesure de la crise. Ainsi, le plan annoncé par le gouvernement allemand, soutenu par une coalition entre la droite et les sociaux-démocrates, est tellement limité qu'il a suscité les critiques du « comité des sages », un groupe de conseillers du gouvernement allemand qui, d'ordinaire, n'a que l'expression d'« *équilibre budgétaire* » à la bouche. Plus significatif, aux États-Unis, Paul Krugman, le récent prix Nobel

d'économie, commence déjà à craindre que la politique d'Obama ne soit trop timorée et, dans l'*International Herald Tribune* du 10 novembre, il considère même que le « New Deal » [1] de Roosevelt n'avait déjà, à l'époque, pas assez engagé de dépenses publiques pour relancer l'économie.

Notes

1. Réformes économiques et sociales préconisées par F. D. Roosevelt aux États-Unis, à partir de 1933, dans le but de répondre à la crise économique qui sévissait depuis 1929.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2275, 20/11/2008.